

# Barak exhorte Trump à ne pas ‘décertifier’ l’accord nucléaire iranien

L’ancien Premier ministre israélien affirme que le retrait de l’accord conduirait probablement à une course aux armes atomiques au Moyen-Orient et en Asie

TIMES OF ISRAEL STAFF | 12 octobre 2017, 15:35 |

L’ancien Premier ministre israélien Ehud Barak a exhorté le président américain Donald Trump à ne pas ‘décertifier’ l’accord nucléaire iranien, soutenant qu’une telle décision ne serait pas acceptée par la communauté internationale et que cela finirait par donner du pouvoir à la République islamique et ferait échouer tout effort de négociation avec la Corée du Nord sur son programme atomique.

Depuis que Trump a certifié la conformité de l’Iran à l’accord sur le nucléaire en juillet dernier, il a laissé entendre qu’il ne le ferait pas le 15 octobre, date à laquelle il doit à nouveau certifier ou non la conformité de l’Iran à l’accord.

« Même si l’Amérique décide de se retirer de l’accord, personne ne la suivra — pas les Chinois, pas les Russes, pas même les Européens », a déclaré Barak au *New York Times* mercredi dans une interview, « cela servira les Iraniens ».

La semaine dernière, le *Washington Post* a annoncé l’intention de Trump de refuser de certifier que l’Iran respecte l’accord, comme le stipule l’Iran Nuclear Review Act, un accord conclu en 2015 entre Obama et le Congrès qui exige que la Maison Blanche certifie au Congrès tous les 90 jours que la République islamique respecte ses engagements.

Barak, qui a également été ministre de la Défense de 2007 à 2013 aurait, à cette époque, soutenu l’idée d’une attaque israélienne contre les installations nucléaires de l’Iran. Il a affirmé que l’Iran respectait les termes de l’accord et a déclaré que la ‘décertification’ de la conformité de la République islamique la pousserait vers l’obtention de la capacité nucléaire.

La Corée du Nord, a poursuivi Barak, prendrait note de la rupture de l’accord et serait beaucoup moins encline à entamer des négociations sur son programme nucléaire. « La Corée du Nord va dire que cela n’a aucun sens de négocier avec les Américains s’ils peuvent se retirer d’un accord qui a été signé unilatéralement après un laps de temps relativement court », a analysé l’ancien dirigeant israélien.

Barak a déclaré qu’un tel scénario conduirait probablement le Japon et la Corée du Sud à acquérir eux-mêmes des armes nucléaires, tandis qu’au Moyen-Orient, l’Arabie Saoudite, l’Égypte et la Turquie chercheraient à faire de même pour faire face à la menace iranienne .

« Pensez à ce qui se passera pour la prochaine génération si l'Iran se tourne vers le nucléaire », s'est inquiété Barak. « Cela est devenu presque inévitable que nous entrions dans un paysage international totalement différent. »

« Kim Jong-un est [quelqu'un d'] extrême », a poursuivi Barak. « Mais il est totalement prévisible et presque transparent — simple à comprendre. Il ne veut tout simplement pas subir ce qui est arrivé à Kadhafi et à Saddam Hussein. Fondamentalement, il est impossible qu'il renonce à ses intentions nucléaires. »

Alors que la décertification de l'accord iranien n'abrogerait pas l'accord, connu sous le nom de Plan d'action global commun, il obligerait le Congrès à entrer dans une période d'examen de 60 jours pour décider s'il doit réimposer les sanctions qui étaient en place avant l'accord nucléaire soit mis en œuvre.

De nombreux analystes, cependant, ont soutenu que la décertification signifierait l'intention de Trump de revenir sur l'accord, comme il l'a évoqué à plusieurs reprises lorsqu'il faisait campagne aux élections présidentielles.

D'autres ont également critiqué la possibilité de décertification en soulignant ce que cette action signifierait pour la crédibilité américaine, alors même que les inspecteurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique et les responsables américains ont tous assuré que l'Iran ne violait pas les termes de l'accord.

La semaine dernière, le président du comité des chefs d'États-majors interarmées, le général Joseph Dunford, a déclaré que « l'Iran n'est pas en violation matérielle de l'accord », et le secrétaire d'État Rex Tillerson a déclaré que l'Iran était en « conformité technique » avec l'accord.

« Comme beaucoup d'Israéliens, je pense que l'accord iranien est un mauvais accord, mais c'est un accord conclu », a déclaré Barak dans l'interview.

« Personne ne se souvient personnellement de la crise cubaine ou de la crise de Berlin », a-t-il rappelé. « Les gens du leadership ne savent pas avec quelle facilité une situation mondiale peut se dégrader », a conclu Barak.